



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE N° 30248-1

relatif à l'implantation par le SMICTOM Centre Ouest d'Ille-et-Vilaine d'une centrale photovoltaïque sur l'ancienne installation de stockage de déchets non-dangereux, située au lieu-dit « Point Clos » à GAËL

**Le préfet de la région Bretagne
Préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu le code de l'environnement, partie législative, livre V – titre 1er, relatif aux installations classées pour la protection de l'Environnement ;

Vu le code de l'environnement, partie réglementaire, livre V – titre 1er, relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 12354 du 1^{er} juillet 1976 et n° 19430 du 17 mai 1990 autorisant le SMICTOM Centre Ouest Ille-et-Vilaine à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit « Point Clos » sur la commune de GAËL ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 30248 du 19 juin 2000 relatif à la mise à l'arrêt définitif de la décharge contrôlée, sise à GAËL au lieu-dit « Point Clos »

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 38891 du 12 mai 2010 prescrivant des mesures de surveillance et d'entretien de la décharge à l'arrêt, sise à GAËL au lieu-dit « Point Clos »

Vu l'arrêté préfectoral du 22 février 2013 instituant des servitudes interdisant les installations susceptibles de nuire à la couverture du centre d'enfouissement ;

Vu la demande de modification des conditions de suivi post-exploitation en vue d'implanter une centrale photovoltaïque en date du 4 février 2019, complétée les 8 et 9 octobre 2020 ;

Vu les dossiers joints à la demande ;

Vu le rapport du directeur régional de l'environnement, de la recherche, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection de l'environnement, spécialité des installations classées, en date du 9 décembre 2020 ;

Vu le courrier en date du 15 décembre 2020 par lequel le SMICTOM Centre Ouest d'Ille-et-Vilaine a été invité à faire connaître ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui lui a été transmis ;

Vu le courrier en date du 28 décembre 2020 par lequel le SMICTOM Centre Ouest d'Ille-et-Vilaine informe ne pas avoir de remarques ou d'observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

CONSIDÉRANT que dans son dossier de porter à connaissance, l'exploitant fait part des dispositions prises ou envisagées sont de nature à pallier les risques et les nuisances, notamment en matière de :

- ✓ Pollution des eaux : maintien du système des eaux pluviales consistant à leur drainage de la couverture puis leur envoi vers le bassin incendie puis passage en séparateur à hydrocarbures avant rejet au milieu naturel ;
- ✓ Prévention des risques incendies : dispositif de coupure générale actionnable à distance dans le poste de livraison, dispositifs de détection automatique d'incendie dans les locaux connexes à la centrale, réserve incendie de 120 m³ ;
- ✓ Prévention des risques d'explosion : distance des panneaux photovoltaïques aux puits de captage du biogaz de l'ISDND.
- ✓ Commodité du voisinage :
- ✓ Intégrité de la couverture finale conservée par la réalisation de fondations superficielles
- ✓ Diagnostic G5 réalisé par la société ANTEA GROUP en août 2020 concluant aux préconisations suivantes :
 - une largeur minimale de 60 cm des longrines est nécessaire pour améliorer la diffusion des contraintes dans la couverture, et limiter les phénomènes de plastification.
 - un contrôle régulier du tassement du dôme durant toute la vie de l'ouvrage,
 - les tables seront équipées d'un système de réglage pouvant être actionné durant les phases de maintenance du parc, en cas de tassement ponctuellement observé.
 - des dispositions complémentaires seront mises en œuvre si nécessaire, dans le cas où les aménagements (alignement de longrines, pistes d'exploitation, etc.) feraient localement barrage aux écoulements de surface.

CONSIDÉRANT que l'exploitation d'une centrale photovoltaïque sur un ancien centre de stockage de déchets non dangereux, installation classée pour la protection de l'environnement, ne peut être autorisée que si les dangers ou inconvénients qu'elle engendre peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la modification n'est ni une nouvelle activité permanente relevant du champ de l'autorisation environnementale, ni une extension de capacité ni une extension géographique ;

CONSIDÉRANT donc que la modification n'est pas une extension des activités, installations, ouvrages ou travaux encadrés par l'autorisation environnementale susvisée ;

CONSIDÉRANT que la modification n'entraîne pas de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs aux intérêts protégés par le L.181-3 ;

CONSIDÉRANT donc que la modification de l'autorisation environnementale n'est pas substantielle ;

CONSIDÉRANT que compte tenu de mesures mises en œuvre, la demande ne constitue pas une modification substantielle, mais certaines prescriptions, non reprises par des textes nationaux nécessitent d'être encadrées par un arrêté préfectoral complémentaire pour prévenir les dangers ou inconvénients associés à ce projet de centrale photovoltaïque ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 30248 du 19 juin 2000 prescrivant la réhabilitation de la décharge à l'arrêt, située au lieu-dit « Point Clos » à GAËL sont complétées par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 11 :

Le Syndicat Mixte Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères Centre Ouest d'Ille-et-Vilaine, dont le siège est situé 5 ter Rue de Gaël à ST MEEN LE GRAND (35290), est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à implanter au lieu-dit « Point Clos » une centrale photovoltaïque sur le site de l'ancien stockage de déchets non dangereux.

ARTICLE 12 :

COMMUNE – LIEU-DIT	SECTION	PARCELLE	SURFACE
GAËL – Lieu-dit « Point Clos »	E	713	70 200 m ²
	E	714	
	E	715	
	E	716	
	E	717	
	E	718	
	E	719	
	E	720	
	E	943	
	E	944	
	E	946	

ARTICLE 13 :

Le site est exploité conformément au dossier déposé le 04 février 2019 et complété les 08 et 09 octobre 2020.

ARTICLE 14 :

L'exploitation de la centrale photovoltaïque s'effectue conformément aux prescriptions de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. La section V de l'arrêté (articles 28 à 42) est applicable aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque au sein des installations classées soumises à autorisation.

ARTICLE 15 :

En particulier l'exploitation de la centrale prévoit les dispositions suivantes :

ARTICLE 15.1 – Protection de la couverture du stockage de déchets non dangereux

La piste sera constituée d'un géotextile anti-contaminant de type Bidim surmonté d'une épaisseur matériaux granulaires sur une hauteur de 10 cm au-dessus du sol du casier. Cette piste permettra le maintien du système des eaux pluviales, consistant à leur drainage de la couverture puis leur envoi vers le bassin incendie

1) Une largeur minimale de 60 cm des longrines est nécessaire pour améliorer la diffusion des contraintes dans la couverture, et limiter les phénomènes de plastification.

3) Les tables seront équipées d'un système de réglage pouvant être actionné durant les phases de maintenance du parc, en cas de tassement ponctuellement observé. 4) Des dispositions complémentaires seront mises en œuvre si nécessaire, dans le cas où les aménagements (alignement de longrines, pistes d'exploitation, etc.) feraient localement barrage aux écoulements de surface.

5) Un plan en coupe de l'ensemble de l'installation comportant les cotes altimétriques est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 15.2 – Protection de la centrale des zones à atmosphère explosive

Un rayon de 2 mètres autour des puits de biogaz sera respecté afin d'accéder aux puits et effectuer les opérations de maintenance éventuelles.

ARTICLE 15.3 – Moyens de lutte contre un incendie

Les moyens prévus au dossier de demande seront mis en œuvre, notamment :

1) Le site sera surveillé et entretenu de manière qu'il n'y ait pas de végétation haute (supérieure à 20 cm) susceptible de propager un incendie.

2) Une réserve de 120 m³ est installée sur le site au plus près des panneaux photovoltaïques. Ses caractéristiques sont les suivantes :

- Accessible et utilisable en tout temps par les engins incendie
- Hauteur d'aspiration inférieure à 6 mètres dans les conditions les plus défavorables
- Présence d'une aire de mise en aspiration (8 m*4 m) permettant la mise en station d'un engin

- Avoir une protection et un balisage adéquat de la zone afin d'éviter toute chute de personnes
- Située à une distance inférieure à 200 m de la zone d'implantation des panneaux photovoltaïques

Le placement et la réalisation de la réserve incendie sont conformes aux fiches techniques du Règlement Départemental de DECI.

3) Les voies engins auront les caractéristiques suivantes :

- Résistance mécanique minimale : 80 N/cm²
- Largeur minimale : 5 mètres

L'une d'entre elles sera localisée sur l'ancienne installation de stockage de déchets. Elles seront maintenues dans un état permettant à la fois la circulation, le stationnement et la mise en œuvre des véhicules de secours (propres et dégagées de tout objet ou végétation susceptible de gêner la circulation).

En fin de piste, ces pistes d'exploitation doivent permettre aux engins de secours d'effectuer un retournement. Les voies de circulation à l'intérieur des zones sont conformes aux caractéristiques des voies engins définies fiches techniques du Règlement Départemental de DECI.

4) La réception des moyens de lutte contre un incendie ci-dessus s'effectuera par un agent du Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Ille-et-Vilaine.

5) L'exploitant s'engage à fournir au SDIS35 les informations suivantes :

- Un plan d'ensemble au 1/2000^e (ou échelle proche), précisant notamment l'emplacement des organes de sécurité et principalement de coupure générale,
- Un plan du site au 1/500^e (ou échelle proche), faisant apparaître la sectorisation de l'exploitation, les voies pénétrantes et périphérique, les bâtiments ou constructions de l'installation avec mention des locaux les plus vulnérables et des locaux à risques particuliers. Ce plan fera apparaître les limites d'accès des moyens de secours hors arrêt total des installations, les onduleurs, les organes de coupure des énergies actionnables par les secours publics afin de permettre leur intervention en toute sécurité,
- L'emplacement des moyens internes de secours et de lutte contre l'incendie
- Un plan d'implantation de la centrale photovoltaïque, faisant apparaître la topographie du site avec l'indication du degré d'inclinaison des pentes existantes susceptibles d'être empruntées par les véhicules de secours
- Les coordonnées des techniciens qualifiés d'astreinte chargés par l'exploitant de rejoindre le site dans les meilleurs délais, et ce 24 h/24
- Les procédures d'intervention et les règles de sécurité préconisées qui doivent être appliquées par les moyens de secours publics à l'intérieur du site

ARTICLE 15.4 – Déclaration

Les aménagements mis en œuvre seront à contrôler pendant la phase travaux par l'inspection des installations classées avant la mise en exploitation de la centrale photovoltaïque. L'exploitant procédera donc à une déclaration de début de travaux auprès de l'inspection. Il y annoncera le déroulé des opérations et les échéanciers de travaux. »

Article 2 : Publicité

En vue de l'information des tiers, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente, le tribunal administratif de Rennes :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de : l'affichage de cette décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application *Télérecours citoyens* accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de la commune de GAEL.

Fait à Rennes, le 8 janvier 2021

Pour le préfet,
Le secrétaire général

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'L' followed by a horizontal line and a small loop.

Ludovic GUILLAUME